

Le Soir d'Algérie - Espace "Retraite" — E.mail : soiretraite@hotmail.com

PROTECTION SOCIALE PIÉTINÉE PAR LE GOUVERNEMENT POUR LES PERSONNES  
LES PLUS DÉMUNIES**Pas de cotisation-retraite pour les 400 000 bénéficiaires  
du dispositif d'activités d'intérêt général**

**Une année de retard, mais «heureusement» que les prochaines échéances électorales rappellent au gouvernement les engagements pris il y a plus d'un an ! Cette fois-ci, achat de «paix sociale» oblige et «lutte» contre l'abstention électorale, les heureux bénéficiaires des largesses opportunistes et conjoncturelles du gouvernement, ce sont les personnes affiliées au dispositif d'activités d'intérêt général dont la misérable et insignifiante indemnité mensuelle de 3000 DA passera à 6000 DA à partir de la fin de ce mois. «Mieux» encore, et plus grave, la limite d'âge pour bénéficier de ce dispositif passe de 40 à 59 ans, la plus horrible recette pour «fabriquer» des chômeurs-allocataires à vie, qui plus est, sans droit à la retraite, puisque l'Etat ne prend en charge que les cotisations de l'assurance-maladie !**

Ce n'était pas un poisson d'avril : l'indemnité mensuelle des personnes bénéficiaires du dispositif d'activités d'intérêt général (IAIG) passera à 6000 DA par mois à partir de fin avril en cours, avec effet rétroactif de juillet 2011, selon l'Agence du développement social (ADS). «Dans le cadre des nouvelles mesures décidées par le Conseil des ministres du 22 février 2011, les personnes défavorisées et sans revenu, bénéficiaires du dispositif de l'IAIG, percevront à partir de la fin avril une indemnité mensuelle de 6000 DA, fixée actuellement à 3000 DA», a annoncé à l'APS le directeur général de l'ADS. L'effet rétroactif de cette augmentation est applicable à partir de juillet 2011 et s'étalera jusqu'au mois de mars 2012, a-t-il fait savoir. Le mode de paiement des bénéficiaires, effectué actuellement en espèces par les receveurs des postes, sera maintenu jusqu'à juillet 2012 et se fera par la suite par le compte courant postal (CCP). L'ADS avait procédé depuis 2011 à l'ouverture de comptes CCP pour ces bénéfi-

ciaires qui sont actuellement au nombre de 284 000 personnes en situation de précarité âgées entre 18 et 59 ans et sont aptes au travail. En effet, l'augmentation de cette indemnité intervient suite au transfert des bénéficiaires de l'IAIG dans le dispositif d'activité d'insertion sociale (DAIS) dont l'indemnité est fixée à 6000 DA par mois.

Le transfert des bénéficiaires de l'IAIG dans le dispositif d'activité d'insertion sociale (DAIS) est entré en vigueur par la promulgation d'un texte réglementaire le 19 février dernier. Il intervient en application des décisions du Conseil des ministres du 22 février 2011, destinées à valoriser davantage les dispositifs d'emploi, notamment celui de l'emploi d'attente géré par l'ADS, toujours selon le directeur de cet organisme. Il s'agit d'un programme d'insertion professionnelle par le social dans le cadre de la lutte contre l'exclusion par l'intégration de ces catégories démunies dans des chantiers d'activités d'intérêt général, notamment des métiers d'entretien, en contrepartie d'une indemnité. Et le chef de l'ADS de

préciser que les bénéficiaires de l'IAIG sont couverts par la Sécurité sociale, mais sans plus de détails, et pour cause : cette couverture sécurité sociale se limite à un très faible taux de cotisation, et uniquement l'assurance-maladie. Cette cotisation ne comprend pas une quote-part retraite : quelle injustice sociale créée par le gouvernement ! Pour rappel, c'est l'Etat qui cotise pour eux auprès de la CNAS. Comble de la catastrophe, l'Etat étant un très mauvais payeur, la CNAS a toutes les peines du monde à récupérer ces cotisations : c'est d'autant plus grave que l'assurance-maladie de ces assurés sociaux démunis est largement déficitaire ! Pourquoi exclure les plus démunis d'une protection sociale dont ils ont le plus besoin, d'autant que ces centaines de milliers de bénéficiaires de l'IAIG ont très peu de chances de basculer dans le monde du travail et d'avoir un jour une activité salariée déclarée à la Sécurité sociale (donc le droit à la retraite). Même pour les plus chanceux d'entre eux, qui trouveront un emploi déclaré, les

années du dispositif d'activités d'intérêt général seront des années en moins pour le calcul de la retraite. D'ailleurs, le gouvernement est tellement peu convaincu que ces personnes auront un jour un emploi salarié déclaré à la Sécurité sociale, qu'il vient de repousser la limite d'âge du bénéfice de l'IAIG. Il préfère les parquer à vie dans ce dispositif pour les très démunis.

**La limite d'âge passe de 40 à 59 ans, ou comment «fabriquer» des chômeurs-allocataires à vie !**

En effet, l'âge limite pour bénéficier du dispositif d'activités d'insertion sociale (DAIS), destiné aux chômeurs en situation de précarité, est porté de 40 à 59 ans à compter de la fin du mois d'avril, selon l'Agence du développement social (ADS). Le Conseil des ministres du 22 février dernier avait arrêté «des décisions destinées à valoriser davantage les dispositifs d'emploi, notamment celui de l'emploi d'attente géré par l'ADS».

Les nouvelles mesures relatives

à ce dispositif portent également sur le prolongement de la durée de cette insertion sociale passant d'une année renouvelable une fois à deux années renouvelables. Toujours selon le gouvernement, le programme DAIS, qui compte actuellement 140 000 bénéficiaires âgés entre 18 et 40 ans et qui s'inscrit dans le dispositif d'emploi d'attente, porte sur la politique d'insertion sociale visant la lutte contre la pauvreté et la marginalisation.

Le directeur général de l'ADS a expliqué que ces nouvelles procédures sont intervenues après le transfert des 284 000 bénéficiaires du dispositif de l'indemnité pour activités d'intérêt général (IAIG) dans le dispositif DAIS pour atteindre un total de 424 000 bénéficiaires. Il a révélé que le programme de l'agence pour l'année 2012 prévoit d'ouvrir quelque 100 000 nouveaux postes d'insertion sociale. En totalité, cela fera plus de 500 000 personnes pour qui l'Etat ne cotisera pas pour leur retraite. Quel gâchis autorisé !

Djilali Hadjadj

**COURRIER DES LECTEURS****Lettre ouverte au président  
de la République d'un fils  
de chahid...**

J'ai suivi avec beaucoup d'attention la lecture de la lettre que vous avez adressée aux congressistes de l'Organisation nationale des moudjahidine. Dans le cadre de la loi du moudjahid et du chahid, vous avez dit que l'Etat a tout fait pour que tous les moudjahidine et les ayants droit mènent une vie décente. D'un côté, permettez-moi, Monsieur le Président, de porter à la connaissance de Votre Excellence que des fils de chahid retraités avant 2008 n'ont pas encore bénéficié des deux catégories salariales prévues par la loi en vigueur, contrairement à leurs collègues en activité qui en ont déjà bénéficié depuis cette date. Chose que le décret en question a omis de mentionner.

D'un autre, il existe des veuves de chahid qui, non seulement, ont été dépossédées de leurs retraites complémentaires pour quelques euros, mais ont été aussi invitées à payer des trop-perçus. Par conséquent, elles se sont retrouvées dans une situation socioéconomique très difficile. Dans l'attente d'une réponse favorable, recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleurs remerciements.

S. Merouchi, Batna

**...Et de retraités de Boumerdès**

Nous nous permettons de nous adresser à votre haute bienveillance, en premier lieu pour vous remercier d'avoir ordonné l'augmentation exceptionnelle des pensions de retraite (dégressive de 30%) à la charge du Trésor public, et aussi de vous renouveler et rappeler nos

revendications qui sont les suivantes : l'indexation de nos retraites actuelles, selon le poste de travail ou la fonction exercée corrélativement avant d'être touchés par l'âge légal de départ à la retraite ; une augmentation de 30% avec prise en charge, par la CNR et ce, avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au même titre que toutes les augmentations accordées aux personnels des administrations et autres secteurs d'activité ; une allocation de la femme au foyer correspondant à la moitié du SNMG ; une retraite complémentaire (à prélever sur les cotisations des mutualistes, comme cela se pratique dans de très nombreux pays), alors que chez nous, cet argent est dilapidé par des dépenses dispendieuses pour ne pas dire plus. Dans un autre registre, nous nous permettons de vous demander instamment de faire dénoncer, par qui de droit, la convention qui lie la CNR avec la Caisse de retraite de France. Par ailleurs, nous vous demandons de bien vouloir ordonner aux instances concernées de rechercher les mécanismes réglementaires pour que cette même CNR puisse recouvrer les sommes qu'elle avait avancées — injustement — pour couvrir les frais engendrés pour la régularisation de l'affreuse retraite dite proportionnelle. Monsieur le Président, nos revendications étant légitimes, nous formulons l'espoir de vous voir ainsi que vos collaborateurs prendre rapidement les décisions qui s'imposent, pour nous prouver que nous sommes considérés au même titre que tous les travailleurs, les fonctionnaires et autres hauts cadres lesquels ont bénéficié d'augmentations substantielles. Nous espérons que nos présentes revendications soient prises en

charge, faute de quoi aucune décision n'aura été prise au 1<sup>er</sup> mai (Fête du travail), un mouvement de désobéissance avec sit-in sera engagé par tous les retraités. Veuillez agréer, Monsieur le Président nos remerciements distingués.

**Affiliations à répétition pour  
des assurés sociaux du BTPH**

Nous avons l'honneur de vous exposer une situation qui a lésé bon nombre d'employés. A cet effet, nous vous résérons la situation en question. Nous sommes un groupe d'employés permanents d'une entreprise spécialisée dans le BTPH et la maintenance industrielle, dont le siège social se trouve à Alger. Nous travaillons en déplacement (au centre, à l'est, à l'ouest et au sud) et à chaque fois qu'on est affectés d'une région à l'autre, nous sommes obligés de fournir de nouveau un autre dossier pour notre affiliation à la Cnas de la zone de notre nouvelle affectation ! Or, nos numéros d'immatriculation sont les mêmes depuis notre première affiliation. Notre question est la suivante : que prévoit la réglementation pour notre cas ? Vu que nous sommes affiliés à la Cnas pratiquement de l'ensemble des wilayas d'Algérie, cette situation nous pose problème pour l'utilisation de nos cartes Chifa à notre profit ou au profit de nos familles (conjoint et enfants) sachant bien que cette carte n'est pas valable hors wilaya de sa délivrance.

Un groupe de travailleurs

**RÉPONSE :** Il y a une seule affiliation à faire, et vos droits d'assurés sociaux sont les mêmes dans tout le pays. Pour

ce qui est de l'utilisation de la carte Chiffa, effectivement, un des inconvénients majeurs, c'est qu'elle soit limitée à la wilaya de résidence pour le bénéfice du tiers payant.

**Hormis le montant minimum,  
les pensions de retraite ne sont  
pas indexées sur le SNMG**

Depuis quelque temps j'ai relevé à travers certains écrits insérés dans la page «Le Soir Retraite» que les pensions des anciens cadres dirigeants seraient indexées sur le SNMG et évolueraient en fonction de chaque relèvement de ce dernier. En 1998, à mon départ à la retraite, ma pension avait été calculée sur la base de la moyenne des salaires des 5 dernières années, alors que j'avais exercé en qualité de cadre dirigeant au sein d'une EPE avec un salaire égal à 6 fois le SNMG, et a évolué en fonction des taux d'augmentation arrêtés par la tutelle chaque année. Pouvez-vous, s'il vous plaît, confirmer ou infirmer l'information relevée ci-dessus et éventuellement les références des textes y afférents ?

A. M., Alger

**RÉPONSE :** Les pensions de retraite ne sont pas indexées sur le SNMG, mais au niveau des entreprises publiques sous tutelle des SGP, ce sont les salaires des cadres dirigeants (du moins la partie fixe) qui sont indexés sur le SNMG. Pour rappel, et selon la loi relative à la retraite, seul le montant minimum des pensions de retraite est proportionnel au SNMG (à hauteur de 75% pour les retraités non moudjahidine, et 2,5 fois le SNMG pour les retraités moudjahidine).